



Appel à communication

COLLOQUE INTERNATIONAL

Entreprendre dans les territoires en difficulté

Circulations, enjeux et dynamiques socio-spatiales

Coordination scientifique :

- **M. Tarik HARROUD**, Professeur Habilité, CERAU/INAU- Rabat
- **Mme Anna DESSERTINE**, Chargée de recherche, SOURCE/IRD-France
- **M. Mohammed BENIDIR**, Professeur Habilité, CERAU/INAU- Rabat

Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme, Rabat

Les 5 et 6 mai 2025

Au cours des deux dernières décennies, l'entrepreneuriat des jeunes a pris une place croissante dans les politiques nationales et internationales de création d'emploi, notamment dans les pays du Sud. Il est souvent perçu, en particulier par les bailleurs de fonds et les organismes d'aide au développement (Union Africaine et GIZ, 2020), comme une alternative efficace pour répondre à la montée du chômage, de la pauvreté et aux demandes croissantes d'emploi des jeunes. Si cette approche a été initialement développée dans les contextes du Nord, elle est aujourd'hui expérimentée dans les territoires du Sud, comme en témoigne la prolifération de programmes visant à promouvoir l'employabilité des jeunes et à diffuser une culture entrepreneuriale (Ibi Kouagou, 2022). Plusieurs initiatives y sont encouragées, telles que la promotion de l'entrepreneuriat social dans le cadre de l'économie sociale et solidaire, les programmes de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), le développement de l'entrepreneuriat agricole en milieu rural ou encore la reconversion professionnelle de jeunes issus du milieu urbain.

Dans les pays du Sud, une démographie dominée par une forte proportion de jeunes en âge de travailler confronte les économies locales à des défis socio-économiques majeurs. À partir des années 1980, la réhabilitation des politiques industrielles, basé sur un modèle fondé sur la relation salariale, s'est accompagnée de l'ouverture néolibérale en faveur du secteur privé et des ajustements structurels, renforçant ainsi le rôle de l'entrepreneuriat. Soutenu dans certains contextes par des organismes publics, celui-ci stimule l'investissement et favorise la création de nouvelles activités industrielles, comme observé au Maroc (Catusse et Destremeau, 2010 ; Piveteau et al., 2019). Parallèlement, les mobilisations de la jeunesse et l'essor de l'économie informelle reflètent un manque d'opportunités sur les marchés de l'emploi, particulièrement pour les jeunes faiblement dotés en capital financier et culturel (Allal et Bennafla, 2011).

L'entrepreneuriat, souvent présenté comme une solution, embrasse aussi des dimensions informelles et précaires (Bierschenk et Muñoz, 2021). Dans certains cas, il est encouragé dans le cadre des programmes de RSE pour faciliter l'intégration des populations riveraines aux sites industriels et prévenir les conflits (Buu Sao, 2018). Les crises économiques, climatiques et sociales qui affectent les territoires urbains et ruraux des Suds renforcent cette dynamique, l'entrepreneuriat étant envisagé comme un levier de redynamisation pour ces régions en difficulté. Enfin, le développement de l'esprit entrepreneurial est parfois vu comme une alternative pour rompre avec la gestion paternaliste autrefois imposée par les pouvoirs étatiques ou certaines entreprises minières et industrielles (Rousseau, 2013).

Cependant, si l'entrepreneuriat se voit ainsi présenté comme un vecteur de diversification et de multiplication des débouchés économiques dans les territoires en difficulté, il peut également servir aux pouvoirs publics et aux entreprises à se « décharger » de leurs responsabilités économiques (Hibou, 1999). Cela peut engendrer des tensions sociales, notamment dans les territoires industriels et miniers (Allal et Bennafla, 2011 ; Bénidir, 2021). Les mouvements de jeunes diplômés au Maroc illustrent bien ce rejet des solutions entrepreneuriales perçues comme insuffisantes ou déconnectées des attentes locales (Olivier Deau, 2021), un phénomène observé également dans d'autres tentatives de formalisation économique, comme les coopératives (Gillot, 2016 ; Tozy, 2019 ; Dessertine, 2023). Dans le cas des villes minières marocaines, par exemple, l'urbanisme entrepreneurial dit « durable » a aussi montré ses limites.

Si les initiatives portées par des acteurs comme le groupe Office Chérifien des Phosphates (OCP) visent à réhabiliter les territoires miniers et à promouvoir une image positive, elles tendent parfois à perpétuer des approches paternalistes et descendantes du développement, tout en renforçant les logiques de précarisation et de marginalisation sociale (Harroud, 2020).

Contexte et objectifs du colloque

Inscrit dans le cadre du projet de recherche REDMIN (« Redéveloppement des territoires miniers : quelles dynamiques de transition ») réalisé avec l'appui de la Fondation OCP et en partenariat avec le CNRST-Maroc, et dans le cadre du Laboratoire Mixte International AMIR (LMI « Activité Minière Responsable au Maroc »), ce colloque propose de questionner ce recours à l'entrepreneuriat comme alternative de (re)développement des territoires en difficulté. Bien que centré sur des terrains marocains, il s'ouvre à une réflexion plus large sur les Suds, en privilégiant une approche qui tient compte des dimensions socio-économiques, culturelles et politiques de l'entrepreneuriat dans divers contextes. Ce colloque invite à explorer la territorialisation et la circulation de cette « bonne pratique » internationale, prônée par de nombreux acteurs publics et privés dans des territoires spécifiques où la culture entrepreneuriale est souvent peu ancrée chez la jeunesse locale. Il vise à nourrir un débat interdisciplinaire et international sur les enjeux, pratiques et effets socio-spatiaux de l'entrepreneuriat comme « solution » pour impulser l'emploi et le développement économique dans des régions confrontées à des défis structurels similaires.

Comment le recours croissant à cette nouvelle pratique est-il justifié et légitimé dans des territoires en difficulté ? Quels sont les acteurs institutionnels et économiques – internationaux, nationaux, régionaux et locaux – impliqués dans la circulation et la territorialisation de cette pratique ? Quels rôles ces différents acteurs jouent-ils dans la mise en œuvre de cette pratique ? En quoi l'entrepreneuriat des jeunes redéfinit-il les relations entre l'État, les syndicats et les entreprises privées ? Comment cette pratique se manifeste-t-elle différemment selon les territoires ? Dans quelle mesure les contextes sociaux, économiques et politiques sont-ils pris en compte (ou ignorés) dans la territorialisation de cette stratégie ? Quelles formes d'adhésion et d'appropriation sociale de l'entrepreneuriat observe-t-on chez les jeunes, en particulier ceux ayant un accès restreint à l'instruction ? Quels sont les impacts sociaux, économiques et spatiaux des programmes de développement de l'entrepreneuriat sur ces territoires ?

Axes thématiques du colloque

Tout en restant ouvert aux différentes approches et réflexions théoriques, conceptuelles et méthodologiques sur l'entrepreneuriat, ainsi qu'aux travaux empiriques sur les dynamiques induites par les programmes de développement de l'entrepreneuriat dans les territoires en difficulté, le colloque privilégiera plus particulièrement les contributions qui porteront sur l'un des axes suivants :

1. L'entrepreneuriat en tant que levier de développement : fondements, enjeux et modèles de référence

Dans ce premier axe, il s'agira d'examiner les fondements de l'entrepreneuriat et de réfléchir à son rôle croissant dans le développement économique et territorial, ainsi que dans la

structuration des espaces entrepreneuriaux urbains et ruraux. Cet axe aborde des questions à la fois conceptuelles et doctrinales liées à l'entrepreneuriat, notamment son contenu comme forme de travail et son évolution dans les régulations politiques, sociales et économiques. Il s'intéresse également à son affirmation en tant que « bonne pratique » ou modèle de référence de plus en plus promu par les bailleurs de fonds et les organismes d'aide au développement. Enfin, il examine les logiques et les enjeux liés à la circulation et à l'appropriation de ces modèles par les acteurs étatiques, gouvernementaux et locaux pour assurer les régulations dans des territoires en difficulté.

2. Les modalités de territorialisation des programmes entrepreneuriaux dans les territoires en difficulté : ciblage, stratégies de mise en œuvre et formes de gouvernance

Dans ce second axe, il s'agira d'analyser les modèles et stratégies déployés à différentes échelles spatiales (nationale, régionale ou locale) pour promouvoir l'entrepreneuriat comme alternative de développement des espaces urbains et ruraux touchés par un déclin économique. Une attention particulière sera portée aux contributions qui éclairent les processus de « fabrique » et de mise en œuvre des programmes de développement entrepreneurial dans ces territoires. Cela inclut les stratégies de ciblage et de communication auprès des jeunes, les modalités d'identification et de sélection des bénéficiaires dans le cadre des appels à projets, ainsi que les formes d'implication, de coordination et d'adhésion des acteurs institutionnels, politiques, économiques et associatifs au niveau local. L'analyse portera également sur la manière dont les contextes sociaux, culturels et géographiques sont pris en compte, ou non, dans la territorialisation de ces programmes. Seront également examinés les enjeux politiques et économiques que représentent ces programmes pour les territoires en difficulté : en quoi ces programmes peuvent-ils constituer une alternative économique susceptible de renforcer la stabilité sociale ? De quelle manière les parties prenantes, telles que les élus et les acteurs institutionnels locaux, s'approprient-ils ces initiatives ? Dans quelle mesure les dynamiques politiques et économiques de ces territoires révèlent-elles des coalitions, des conflits ou des arrangements, tant entre les acteurs locaux qu'entre ces derniers et les décideurs imposant des orientations issues du niveau central ?

3. Les formes d'adhésion, d'implication et d'appropriation des programmes entrepreneuriaux par les jeunes

Les communications attendues dans cet axe concerneront la réception locale de ces programmes, notamment par les jeunes (les différents mouvements et collectifs créés pour défendre et appuyer leurs revendications) dans les territoires en difficulté. Il s'agira d'analyser leur implication et participation dans la mise en œuvre de ces programmes, leur niveau d'adhésion et leur stratégie d'appropriation, de résistance, de contournement voire de détournement des programmes mis en place. Comment ces jeunes s'impliquent dans ces programmes ? Quelles représentations et imaginaires y associent-ils ? Quelles contraintes techniques et financières rencontrent-ils ? Quels sont les différents itinéraires empruntés pour assurer la viabilité de leurs microentreprises ? Quelles stratégies mettent-ils en place pour conquérir le marché local et national ?

Plus globalement, un intérêt particulier sera accordé, lors de ce colloque, aux communications

portant sur les territoires miniers et post-miniers, à celles qui privilégient un regard croisé nord-sud et sud-sud, et enfin à celles qui proposent des lectures pluridisciplinaires des enjeux et des dynamiques des programmes de développement de l'entrepreneuriat.

Les échanges, qui auront lieu les 5 et 6 mai 2025 à Rabat, à l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme, permettront de mettre en avant ces recherches et contribueront à une meilleure circulation des savoirs dans le Sud Global.

Calendrier :

- Date limite de soumission des propositions de résumé : avant le 24 février 2025
- Réponses aux auteurs : 7 mars 2025
- Dates du colloque : 5 et 6 mai 2025

Lignes directrices pour la soumission des propositions :

Les propositions de communications sont attendues en français au format Word aux adresses suivantes : <t.harroud@inau.ac.ma>, <anna.dessertine@ird.fr> et <benidir.179@gmail.com>

Ils doivent comprendre les éléments suivants :

- Les noms des auteurs et co-auteurs avec les informations d'affiliation (nom, prénom, statut, institution) ainsi qu'une courte notice biographique (3 à 5 lignes) ;
- Les coordonnées des auteurs et co-auteurs (courriel) ;
- Un titre ;
- Une liste de cinq mots clés ;
- Un résumé d'environ 350 mots maximum ;

Chaque proposition sera évaluée par les membres du comité scientifique du colloque. Des possibilités de valorisation scientifique des contributions présentées sont envisagées et seront précisées lors du colloque.

Comité d'organisation

- **Tarik HARROUD**, Chercheur (CERAU/INAU-REDMIN/AMIR)
- **Anna DESSERTINE**, Chercheure (SOURCE/IRD-REDMIN/AMIR)
- **Mohammed BENIDIR**, Chercheur (CERAU/INAU-REDMIN/AMIR)
- **Sanae NAKHLI**, Chercheure (CERAU/INAU-REDMIN/AMIR)
- **Hind El FTOUHI**, Chercheure (CERAU/INAU-REDMIN/AMIR)
- **Nada El MOUDJAOU**, Doctorante (CERAU/INAU-REDMIN)
- **Afaf ABID**, Doctorante (CERAU/INAU-REDMIN)

Comité scientifique

- **Aziz IRAKI**, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme-Rabat
- **Mohamed TAMIM**, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme-Rabat
- **Abdelaziz ADIDI**, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme-Rabat
- **Nacima BARON**, Université Gustave Eiffel-Paris, (LMVT)
- **Mohammed ADERGHAL**, Faculté des Lettres et Sciences Humaines – Université Mohamed V-Rabat (CERGEO-FLSH)
- **Tarik HARROUD**, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme-Rabat, (CERAU /INAU, UMR Art-Dev)
- **Anna DESSERTINE**, Institut de Recherche pour le Développement-IRD (SOURCE)
- **Mohammed BENIDIR**, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme-Rabat (CERAU /INAU)
- **Adil ZABADI**, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme-Rabat (CERAU /INAU)
- **Genièvres CORTES**, Université Paul Valéry (UMR ART-Dev)
- **Khalid HARROUNI**, Ecole Nationale d'Architecture de Rabat (CEDOC/ENA-Rabat)
- **Hassan KHARMICH**, Ecole Nationale d'Architecture de Rabat (CEDOC/ENA-Rabat)
- **Max ROUSSEAU**, Ecole Nationale des Travaux Publics de Lyon (ENTP) (UMR ART-Dev)
- **Eric CHARME**, Ecole Nationale des Travaux Publics de Lyon (ENTP) (RIVES)
- **Koenraad BOGAERT**, Université de Gand-Belgique, (MENARG)
- **Mohammed HANZAZ**, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme-Rabat, (CERAU /INAU)
- **Sanae NAKHLI**, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme-Rabat (CERAU /INAU)
- **Hind EL FTOUHI**, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme-Rabat (CERAU /INAU)
- **Raphaëlle CHEVRILLON-GUIBERT**, Institut de Recherche pour le Développement-IRD, (PRODIG)
- **Sanae ALJEM**, Ecole Nationale d'Architecture de Rabat (CEDOC/ENA-Rabat)
- **Abdellah MOUSSALIH**, Ecole Nationale d'Architecture-Tétouan

Contact

Pour toute information ou précision sur le colloque merci de nous contacter à l'adresse suivante : t.harroud@inau.ac.ma

Bibliographie indicative

African Union, 2019, « Building Capacity in Entrepreneurship and Leadership for Youth and Women Empowerment », 10 p. <https://au.int>

Allal, A. et Bennafla, K., 2011, « Les mouvements protestataires de Gafsa (Tunisie) et Sidi Ifni (Maroc) de 2005 à 2009. Des mobilisations en faveur du réengagement de l'État ou contre l'ordre politique ? », *Revue Tiers Monde*, HS (5), pp. 27-45.

Alphandéry et al, 2009, « L'économie sociale et solidaire : une réponse entrepreneuriale et politique à la crise », consultable sur https://socioeco.org/bdf_auteur-88_pt.html

Banque Mondiale, 2012, « Promoting Youth Opportunities and Participation in Morocco », <http://documents1.worldbank.org/curated/en/507941468109463283/pdf/687310REVISED00029020120Box369250B.pdf> [accessed 1 November 2020]

Benidir, M., 2021, « Courtage, compensation et reproduction de la décharge. La réparation communautaire et le développement des zones minières dans le Sud-Est marocain », *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement* [Online], 13.1 | DOI : <https://doi.org/10.4000/poldev.4451>

Bierschenk, T. et Muñoz, J.-M., 2021, « Ethnographies of entrepreneurs, business associations and rentier capitalism in Africa », *Anthropologie & développement*, 52, pp. 9-28. DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.1437>

Bogaert, K., 2015, «The revolt of small towns: the meaning of Morocco's history and the geography of social protests », *Review of African Political Economy*, 42/143, pp. 124-140, <https://doi.org/10.1080/03056244.2014.918536>

Bono, I., 2013, « Comment devenir employable ? Certifier l'exclusion, l'indifférence et la stigmatisation sur le marché du travail au Maroc » in Hibou B., (dir.), *La bureaucratiation néolibérale*, Paris : La Découverte, pp. 49-75.

Boutillier, S., 2008, « Entrepreneuriat et développement territorial, évolution de la création d'entreprises dans le territoire dunkerquois (Nord-France) entre 1993 et 2005 », *CAHIERS DU LAB.RII*, n° 193, <https://riifr.univ-littoral.fr/wp-content/uploads/2008/08/doc-193.pdf>

Brenet, P., Chabaud, D. et Henrion, C., 2019, « Créer une dynamique de coopération entrepreneuriale dans un territoire de faible densité : le cas de la Petite Montagne dans le Jura » in Bonneveux, É., Gavaille, F., Hulin, A. et Lebègue, T. (dir.), *GRH, RSE et emplois Vers de nouvelles approches inclusives*, Edition Vuibert, pp. 173-196.

Buu-Sao, D., 2018, « Indigènes et entrepreneurs : le capitalisme au village », *Sociologie du travail* [En ligne], 60(3), <https://doi.org/10.4000/sdt.2705>

Catusse, M., et Destremau, M., 2010, « L'État social à l'épreuve de ses trajectoires au Maghreb », in Catusse, M., Destremau, M. et Verdier, E. (dir.). *L'État face aux débordements du social au Maghreb*, Karthala, pp. 9-32.

Davezies, L., 2012, *La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*, Paris : Seuil, Coll. La république des idées, 111 p.

Deau, O., 2021, « L'insertion des jeunes marocains dans l'emploi : la coopération internationale dans les ambiguïtés des configurations néolibérales » in Aït Mous F. et Kadiri Z., (dir.) *Les jeunes du Maroc : comprendre les dynamiques pour un nouveau contrat social*, HEM Research Center, pp.171-203, 2021, Economia Book, 978-9920-9202-0-9. ([hal-03312783](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03312783))

Dessertine, A., 2023, « Mining formalization in Morocco: A critical analysis of the coal mining cooperatives in Jerada », *The Extractive Industries and Society*, 14, <https://doi.org/10.1016/j.exis.2023.101230>

Gillot, G., 2016, « Les coopératives, une bonne mauvaise solution à la vulnérabilité des femmes au Maroc », *Rev. Espaces Popul. Soc*, 3, <https://doi.org/10.4000/eps.6619>

Harroud T., 2020, « Urbanisme entrepreneurial « durable » au Maroc : Quel(s) changement(s) pour les villes minières ? », <https://www.jssj.org/article/urbanisme-entrepreneurial-durable-au-maroc-quels-changements-pour-les-villes-minieres/>

Henrion, C., Brenet, P., Chabaud, D., 2019, Créer une dynamique de coopération entrepreneuriale dans un territoire de faible densité : Le cas de la Petite Montagne dans le Jura. In GRH, RSE et emplois Vers de nouvelles approches inclusives, Vuibert, pp. 173-196.

Hibou, B., 1999, « La “décharge”, nouvel interventionnisme », *Politique africaine*, 73, pp. 6-15. <https://doi.org/10.3917/polaf.073.0006>

Ibi Kouagou, A., 2022, *L'entrepreneuriat des jeunes en Afrique*, Groupe de la Banque Mondiale, avril 2022, note de l'administrateur, Banque mondiale, <https://www.wathi.org/lentrepreneuriat-des-jeunes-en-afrique-groupe-de-la-banque-mondiale-avril-2022/>

Julien, P.-A. et Josée, S.-P., 2015, *Dynamiser le développement régional par l'entrepreneuriat*, Presses de l'Université du Québec, 479 p.

Dimier, V. & Stockwell, S., 2020, (eds.), *The Business of Development in Post-Colonial Africa*, Cambridge: Palgrave Macmillan, 360 p.

Olivier de Sardan, J.-P., 2021, *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Paris: Karthala, Coll. Hommes et Sociétés, 496 p.

Piveteau, A., Askour, K., et Touzani, H., 2019, L'industrialisation au Maroc : Des trajectoires visées au processus observé, in El Aoufi N. (ed.), Billaudot B. (ed.) *Made in Maroc – Made in Monde*, 1, Industrialisation et développement. Rabat : Economie Critique, pp. 59-118.

Rousseau, M., 2013, « Villes post-industrielles : pour une nouvelle approche », *Métropolitiques*, URL : <https://metropolitiques.eu/Villes-post-industrielles-pour-une-nouvelle-approche.html>.

Union Africaine & GIZ, 2020, *Promoting Youth Entrepreneurship in Africa. A Policy Brief*, 35 p. <https://au.int/sites/default/files/documents/39541-doc- - en.pdf>

Tozy, M., 2019. Passer d'un mode de vie à un métier. La « grande transformation » chez les éleveurs de l'Oriental (Maroc), in : Benarrosh, Y., *Le travail mondialisé au Maghreb. Approches interdisciplinaires*, La croisée des chemins, Casablanca, pp. 179-197.